

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2018)
Heft: 5

Artikel: La sécurité suisse par la pratique
Autor: Dutu, Stéphane
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-823401>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Membres du Commandement des Forces spéciales, équipés d'une nouvelle tenue ainsi que du fusil d'assaut O4. Page suivante, le soldat est armé d'un fusil à usages multiples.

Photo © Plt Guillaume Weber.

Politique de sécurité

La sécurité suisse par la pratique

Stéphane Dutu

Société militaire de Genève (SMG)

Au cours de sa conférence du 31 octobre 2017, Stephan Davidshofer, maître-assistant au département de sciences politiques et relations internationales d'UNIGE, nous a livré les résultats d'une enquête sur la sécurité en Suisse effectuée conjointement par son université et l'École polytechnique fédérale de Zürich. Le but de cette enquête se basant sur près de 600 réponses à un questionnaire était d'étudier pour la première fois les pratiques de tous les acteurs du champ de la sécurité en Suisse.

D'après M. Davidshofer, le premier point mis en évidence par cette étude est le décalage entre politique et pratique. La politique de sécurité de notre pays est le produit du fédéralisme : à l'Etat fédéral revient la sécurité extérieure s'appuyant sur la diplomatie et l'armée, tandis que cantons et communes gèrent la sécurité intérieure. Or cette distinction est remise en cause du fait que des institutions fédérales s'impliquent de plus en plus dans la sécurité intérieure. Deux exemples :

- Fedpol, organisation fédérale, s'occupe de sécurité intérieure en coordonnant les actions des polices cantonales mais se déplace aussi hors des frontières pour recueillir et échanger des informations avec des polices étrangères, notamment sur les voyageurs du jihad,
- Le corps des gardes-frontières, autre institution de la Confédération, est à la fois mis à contribution pour la surveillance classique des frontières mais aussi pour des missions de contrôle jusqu'à 30km à l'intérieur du territoire national ainsi que pour la protection des limites extérieures de l'espace Schengen.

Selon l'universitaire genevois, l'étude a également mis en évidence une tension marquée entre l'attachement à la neutralité du peuple suisse et sa reconnaissance d'une nécessaire coopération internationale en matière de sécurité. Tout comme le fédéralisme et la démocratie directe, la neutralité fait partie de l'identité helvétique et rien ne saurait y faire renoncer nos compatriotes.

Cependant, depuis le début des années 2000, cette neutralité a évolué. De stricte, elle est passée à différenciée et active, en particulier suite aux validations par le souverain :

- de l'adhésion à l'ONU en 2002,
- des accords de Schengen et de Dublin en 2005 qui permettent une coopération accrue entre Etats européens, l'un pour lutter contre la criminalité transfrontalière et l'autre pour prévenir les abus dans le domaine de l'asile politique.

Ce changement a permis à la Suisse de créer un équilibre entre neutralité et coopération internationale.

Pour le chercheur d'UNIGE, l'étude a aussi montré que la séparation entre sécurité intérieure et sécurité extérieure est devenue inopérante suite aux menaces transnationales. C'est la raison pour laquelle la Suisse, en adhérant aux espaces Schengen/Dublin, a adopté le concept des *Smart Borders* de l'UE. Ce système de sécurité qui prévoit quatre filtres confère des missions aux institutions suisses actives dans la sécurité aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de nos frontières :

- le premier filtre est le travail de prise de renseignements qui s'effectue dans les ambassades suisses concernant les personnes désirant se rendre dans notre pays : sont impliqués sur place, outre le personnel diplomatique, des employés du Secrétariat d'Etat aux migrations, de Fedpol et des Douanes,
- les trois autres filtres sont sous la responsabilité des gardes-frontières : participation à la surveillance des frontières extérieures de Schengen, contrôles aux frontières nationales et redéploiement à l'intérieur du pays.

Force est de constater que l'armée a du mal à trouver sa place dans cette nouvelle organisation de la sécurité. Préparée principalement pour des scénarios de guerres conventionnelles impliquant des conflits entre Etats, elle semble peu adaptée à la menace principale d'aujourd'hui : le risque de terrorisme généré par les flux migratoires

incontrôlés qui submergent l'Europe. L'armée se trouve ainsi « sanctuarisée » dans ses espaces de cantonnement et de répétitions sans pouvoir s'articuler dans le nouveau concept de sécurité organisé autour des menaces diffuses.

A l'issue de cet exposé ayant très bien présenté l'évolution de la pratique de la sécurité en Suisse pour faire face aux nouveaux risques, une série de questions nous est venue à l'esprit. N'est-il pas paradoxal que les problèmes migratoires et le terrorisme jihadiste soient devenus les principales préoccupations des professionnels de la sécurité en Suisse, alors que les accords de Schengen et Dublin étaient censés permettre à notre pays d'éviter ces problèmes, grâce au bouclier de protection européen en matière de lutte contre les abus dans le domaine de l'asile politique et de neutralisation des réseaux criminels et terroristes? Schengen et Dublin étaient-ils vraiment des systèmes adaptés aux défis qu'ils devaient relever? En violant unilatéralement les accords de Dublin, Mme Merkel est-elle la seule responsable du chaos qui s'en est suivi?

S. D.



E-LynX™ : supériorité pérenne sur le terrain grâce à la technologie de pointe la plus moderne



- Solution de communication **E-LynX**: déjà utilisée avec succès par dix armées dans le monde
- Solution de communication **E-LynX**: réseau tactique hautement sophistiqué destiné à la transmission de la voix, de données et d'images
- Solution de communication **E-LynX**: famille de produits globale et interopérable pour les scénarios d'utilisation tactiques les plus variés
- 50 ans d'expérience des innovations technologiques: les solutions de communication les plus modernes pour plus de 50 armées dans le monde

Elbit Systems™

www.elbitsystems.com